



PRÉFET COORDONNATEUR DE BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

DECISION N°008 du 27 avril 2017

portant habilitation de la société du canal de Provence (SCP) pour la réalisation de diagnostics de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel

LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
ET DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE
PRÉFET COORDONNATEUR DE BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L213-11, L213-11-1 et R213-48-34 ;
- Vu l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2017-132 du 7 mars 2017 portant délégation de signature à Mme Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes au titre des attributions générales ;
- Vu la note technique du 23 août 2016 relative aux modalités d'habilitation des organismes pour la réalisation de diagnostics sur site de dispositifs métrologiques utilisés pour le calcul des redevances pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollution non domestique de l'eau perçues par les agences de l'eau ;
- Vu les éléments complémentaires apportés à la demande d'habilitation présentée par la société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale (SCP) en date du 13 février 2017 ;
- Vu l'avis favorable de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse en date du 20 avril 2017 ;
- Considérant que la société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale (SCP) dispose d'équipes compétentes et formées, d'outils appropriés, dans le cadre d'un système de management certifié,

DECIDE

ARTICLE 1 : Objet

La société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale (SCP), sise au Tholonet – 13182 AIX-en-PROVENCE Cedex 5, est habilitée pour la réalisation de diagnostics de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel en vue de l'établissement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau.

ARTICLE 2 : Durée de validité et champ d'application

L'habilitation est prononcée pour une période de trois ans, renouvelable selon la même procédure. Elle est applicable à la réalisation de diagnostics de fonctionnement sur site des dispositifs de mesure des volumes prélevés dans le milieu naturel pour les écoulements en charge (à l'exception des débitmètres électromagnétiques) et les écoulements à surface libre. Elle est applicable dans les circonscriptions de toutes les agences de l'eau.

ARTICLE 3 : Publicité

La présente décision sera notifiée à son bénéficiaire. Elle sera également publiée sur le site internet du bassin à l'adresse suivante :

<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/habilitations/>

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

La présente décision pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès de son auteur, ou bien d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon. En cas de recours gracieux, le délai du recours contentieux sera prorogé de deux mois à compter de la décision de rejet de l'administration, le silence gardé pendant deux mois suivant le recours gracieux emportant le rejet de cette demande.

ARTICLE 5 : Exécution du présent arrêté

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, déléguée de bassin Rhône-Méditerranée, les préfets de départements concernés du bassin Rhône-Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont une copie sera adressée pour information au directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Pour le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
préfet du Rhône,
préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée,
et par délégation
la directrice régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement,
déléguée de bassin Rhône-Méditerranée